

## DEBAT SUR L'AVENIR DE L'ECOLE

Dans le cadre du débat sur l'avenir de l'école, le conseil d'administration du lycée avait retenu les dates suivantes le 2.12 et le 6.12 pour débattre sur les cinq questions qui avaient été choisies.

La première réunion était consacrée aux questions 6 et 13 et la deuxième aux questions 1,15 et 22.

*Rappel :*

- Question n°6 : Comment améliorer la reconnaissance et l'organisation de la voie professionnelle ?
- Question n° 13 : Comment prendre en charge les élèves en grandes difficultés
- Question n° 15 : Comment lutter efficacement contre les violences et les incivilités ?
- Question n° 22 : Comment former, recruter, évaluer les enseignants ?
- Question n° 1 : Quelles sont les valeurs de l'école républicaine et comment faire pour que la société les reconnaisse ?

La première réunion a été exclusivement réservée au personnel de l'établissement et la seconde a été ouverte aux personnes externes, tels les parents d'élèves et les chefs d'entreprise.

De manière générale les débats ont été plus ou moins suivis mais ont suscité beaucoup d'intérêt et de réactions de la part des participants.

Quarante trois personnes étaient présentes à la première réunion mais par contre le nombre de participants n'était que de vingt à la deuxième.

D'une manière générale une part importante du corps enseignant a considéré que le débat était inutile et n'était qu'une mascarade car à leurs yeux les conclusions étaient déjà tirées.

Pour la majorité d'entre eux les lycées professionnels font faces à un manque de moyens croissants dû en parti à la répartition quantitative des dotations en personnel d'encadrement.

Beaucoup d'idées ont émergé de la première réunion, il est admis à l'unanimité que la voie professionnelle souffrait d'une mauvaise image, et qu'elle est considérée comme une voie de garage ou la dernière roue du carrosse.

Par conséquent, il est nécessaire de la rendre plus attractive en revalorisant les métiers manuels. Pour les participants, il faut établir des critères de sélection à l'entrée en lycée professionnel pour détecter chez les élèves des capacités nécessaires à une adaptation aux métiers manuels. Des propositions sont allées aussi dans le sens d'une amélioration des structures d'orientation. Les enseignants ont souligné le fait qu'ils étaient incapables en certains cas de répondre de manière satisfaisante aux demandes de leurs élèves dans ce domaine.

La prise en charge des élèves en grande difficulté a suscité de nombreuses réactions. Pour certains l'absence de critères de sélection fait que de plus en plus d'élèves atypiques ne sachant pas lire le français ou ayant des difficultés psychologiques, arrivent dans les lycées professionnels ou les structures ne sont pas très adaptés pour eux. Pour palier ce problème il est demandé d'avoir des structures spécialisées pour accueillir ces élèves dès la sortie du collège. En outre, la prise en charge des élèves dans les lycées peut être améliorée par l'entrée des organismes extérieurs dans les établissements pour un meilleur suivi.

Pour la deuxième réunion, malgré la faiblesse du nombre des participants le débat était d'une bonne qualité.

A la question comment lutter contre les incivilités, les participants ont mis l'accent sur le fait que les élèves n'étaient plus très sensibles aux recommandations et aux sanctions en vigueur. Pour certains le rôle de la famille dans le domaine de l'autorité n'était plus accompli au mieux et par conséquent il faut aider certains parents à asseoir leur autorité sur les enfants et aider les enseignants dans leurs tâches. Pour d'autres, il faut augmenter les moyens et renforcer la présence des adultes à côté des élèves. Il faut aussi essayer de rétablir les connexions entre les parents et les éducateurs et les élèves.

Sur la question du recrutement et de la carrière des enseignants, les idées émises sont allées dans le sens d'une facilitation de la reconversion de carrière, de la diversification des terrains au cours de la formation en IUFM et multiplier les stages.

## **Synthèse**

### Question 6 et 13

- Il est apparu les constats suivants :

. Pour les élèves, l'âge de l'orientation (choix) à lieu trop tôt, les compétences exigées pour rentrer en LP ne sont pas claires, il manque des structures particulières pour les élèves en grandes difficultés.

. Après la 3<sup>ème</sup>, une classe intermédiaire avec la seconde serait la bienvenue,

. Les rythmes scolaires sont trop lourds. Pourquoi ne pas mettre en place des Unités de valeurs ?

. Les approches qualitatives et les parcours individualisés devraient être mis en place.

. Pour développer l'intérêt des élèves les programmes doivent être revus de fond en comble,

. D'une manière générale les métiers manuels doivent faire l'objet d'une valorisation.

. Des passerelles doivent être mises en place entre :

- Les différents ministères qui nous concernent (travail/éducation nationale)(Industrie/éducation nationale)
- Entre les entreprises et les établissements

. Des possibilités de ré-orientation devraient exister pour remédier à des orientations mal choisies ou qui ne marchent pas.

. Il devrait exister une meilleure répartition de la taxe d'apprentissage réunie dans un tronc commun, géré par l'état et redistribuée en fonction des besoins, car il existe trop de différences entre établissements.

## Questions 1, 15 et 22

### Question 1

- Valoriser le travail et développer l'esprit critique.
- Par ailleurs, l'esprit communautaire existe de moins en moins.
- Nous devons créer des articulations entre le collectif et l'individuel.

### Question 15

Le nombre d'adultes dans les établissements est en général insuffisant. Il faudrait renforcer l'encadrement.

Les sanctions paraissent obsolètes et il faudrait associer les parents.  
Développer les récompenses ou les sanctions positives.

Les connexions Parents/Elèves/ Educateurs sont insuffisantes.

Nous devrions imaginer des solutions pour aider les parents dans leurs rôles de référents.

### Question 22

La formation continue est nécessaire et impérative.

Il faudrait de plus qu'elle soit adaptée à notre époque.

Concernant la sécurité de l'emploi, il n'existe pas assez de passerelles pour une reconversion de carrière, en particulier pour les fonctionnaires de plus de 45 ans.

Comment mettre en place une obligation de résultats et quelles sont actuellement les missions de l'enseignant ?

Des stages en entreprise pour enseignants seraient les bienvenus.

La gestion en flux tendu par le ministère, implique un nombre très insuffisant de remplaçants.

### **Priorités :**

- Définir et exiger des compétences pour entrer en LP.
- Créer des structures alternatives pour les élèves en difficulté et ne pas les orienter automatiquement en L.P.
- Formation en IUFM : diversifier les expériences, en particulier avec les publics d'élèves en difficulté.